Vigilances
La lettre du
Club des Vigilants
Pour apprivoiser l'avenir
N°34 : juin - juillet 2005

Un compte rendu du dernier livre de Xavier Emmanuelli, **l'homme en état d'urgence**, figure en rubrique « Lu » (p. 10). Le court extrait, que l'on trouvera ci-dessous, offre **une vision très sombre** de notre société. Il nous paraît utile d'y réfléchir. Pour amorcer le débat, ceux qui voudront bien faire part de leur point de vue devraient dire : i) dans quelle mesure ils partagent l'opinion de Xavier Emmanuelli et dans quelle mesure ils la critiquent ; ii) **à quel type de société ils aspirent** et si, selon eux, il est possible d'y parvenir.

MU

L'exclusion moderne

Les pays dits les plus avancés sont ceux qui produisent en grand nombre des objets et des services consommables dans l'instant, qui ne sont pas faits pour durer. Il est aujourd'hui valorisant, enviable de fabriquer **des objets voués à disparaître** et à être remplacés par d'autres. Plus un pays inonde le marché de ces produits, plus il est considéré comme dynamique.

Cela induit deux conséquences. D'abord, ces objets massivement produits n'ont pas de valeur autre que celle de la consommation ; ensuite, dans cet état d'esprit, cela signifie que les personnes qui les fabriquent, éminemment remplaçables, n'ont pas davantage de valeur que ces produits. Ces travailleurs à « usage unique », jetables en somme après usage, ne peuvent se reconnaître dans aucun ensemble, et certainement pas dans une classe ou une appartenance sociale. Il n'y a qu'à voir **comment sont traités les employés quand une usine ferme, « dégraisse » ou se délocalise**. Le consommateur final, quant à lui, tout comme le producteur, est en quelque sorte lui aussi consommable : on l'incite de toutes les façons à s'emparer des biens que l'on met sous son nez, ce pour quoi il prend des crédits et se surendette, jusqu'à ce qu'il arrive au bout de ses possibilités de digestion. La vie elle-même est considérée comme une immense consommation : on consomme des vacances, des voyages, du sexe, de la santé. Nous sommes piégés dans une sorte de folie de l'immédiateté, où rien n'a d'autre fin – ni d'autre valeur - que celle d'être produit pour être consommé tout de suite, dans une boulimie frénétique…

… Le taux de développement d'un pays équivaut aujourd'hui à son indice de consommation, de même que la confiance en un gouvernement se mesure à la consommation des ménages, laquelle devient insidieusement un objectif à atteindre. **Il n'y a plus d'autre valeur que celle-là**, et quiconque ne pense pas ainsi est considéré, non pas comme un subversif, mais simplement comme un abruti. La richesse d'un pays, le fonctionnement des institutions sont conditionnés à ce postulat, on ***ne peut pas*** penser autrement. Il est très difficile de mettre en doute un système qui condamne les personnes les plus fragiles à en être ***forcément*** exclues.

Xavier Emmanuelli

Dossier : *Où nous mène la Chine*, par Wolfgang Michalski, Managing Director W M International et ancien Directeur de la prospective de l'OCDE, **page 6**

© Club des Vigilants 2005 - Ce document est la propriété exclusive du Club des Vigilants ; toute reproduction même partielle est interdite sans autorisation préalable du Club des Vigilants.

Iran : trois leçons

L'élection de Mahmoud Ahmadinejad est un événement majeur qui devrait nous faire réfléchir. Sur les erreurs d'interprétation dont l'Occident est coutumier. Sur l'avenir de l'Iran. Sur les risques de guerre.

- A l'époque du Shah, beaucoup de visiteurs s'émerveillaient de certaines écoles de village où officiaient de jeunes institutrices issues de la " bonne société " et habillées à la dernière mode. Ils oubliaient qu'autour de l'école, les maisons étaient en torchis et les femmes vêtues de noir. Ils ont été surpris par l'arrivée de Khomeiny.
  Idem aujourd'hui. Les « observateurs », négligeant la victoire des durs aux élections régionales de 2003 et législatives de 2004, ont été subjugués par l'impatience des jeunes de la " bonne société " et leur soif d'Occident. Demain, ils risquent de tomber dans l'excès inverse et croire que les Iraniens sont tous obscurantistes. **Quelque chose se passe là bas. La société est en travail. Elle accouchera d'un système inédit**. Il faudra s'efforcer de comprendre. Sans essayer de calquer nos schémas habituels.

- Les prochains mois et peut-être les prochaines années seront sans doute marqués par **une lutte, plus ou moins feutrée, entre la nouvelle administration présidentielle et le " Bazar "**, c'est-à-dire la bourgeoisie commerçante. Rafsandjani voulait à la fois satisfaire le Bazar et calmer le peuple en privatisant l'économie et en distribuant dans tous les foyers une partie de l'argent récolté.
  Ahmadinejad entend, au contraire, nationaliser le plus possible tout en luttant contre la corruption. Avec l'argent du pétrole, il espère pouvoir investir et créer des emplois. Reste à savoir si, dans l'immédiat, le Bazar aura la force de résister et si, à long terme, Ahmadinejad aura la capacité de réussir.

- De toute façon, l'avenir se jouera d'abord sur l'échiquier international. Si les négociations nucléaires s'enlisent ou si l'Iran souffle sur les braises irakiennes, Bush peut avoir envie de taper. En oubliant que **l'Iran est grand pays**, héritier d'une tradition millénaire et situé dans une des zones les plus névralgiques de la planète.

Marc Ullmann

Spécial Europe

Qui suis-je, où vais-je ?

Jusqu'ici, l'Europe a su conjuguer de façon originale l'unité (partielle) et la diversité (acceptée). Elle a connu des hauts et des bas. Actuellement, elle est au fond du trou. Pourtant, le caractère apparemment chaotique des processus de décision qui devront, finalement, être menés dans la douleur, se révèlera, peut-être, adapté a un monde compliqué où se multiplient les réseaux. Il est donc encore permis d'espérer que **l'Union Européenne saura sortir de sa crise identitaire et devenir l'ébauche d'un système plus organique que hiérarchique**.

Un système relativement conforme aux lois de l'évolution telles que les décrit Jacques Paoletti (spécialiste en biophysique moléculaire) : « *Tout ensemble d'individus, qu'il s'agisse d'une population de bactéries ou d'une société humaine, s'adaptera d'autant mieux aux conditions de son environnement qu'elle sera suffisamment diverse pour générer en elle-même, dans l'espace et dans le temps, le maximum de solutions possibles. La garantie du succès réside alors dans la capacité d'un groupe vivant à mettre en œuvre cette diversité tout en gardant un esprit d'équipe suffisant pour préserver son identité* ». Notons au passage que cette définition permet d'aborder le problème de l'élargissement de l'Union Européenne de façon constructive : l'élargissement est, en principe, souhaitable puisqu'il est gage de diversité ; il comporte des limites puisqu'il faut préserver son identité.

© Club des Vigilants 2005

Le cimetière des modèles perdus

Chaque pays membre de l'Union Européenne a ses forces et ses faiblesses et il ne faut pas se moquer du « benchmarking » puisque, dans chaque domaine, mieux vaut s'inspirer de ce qui marche que de ce qui échoue. Mais cela ne signifie nullement que l'un de nos pays pourrait, en tous points, servir de modèle aux autres. **La France** ? Avec des prélèvements obligatoires presque aussi élevés qu'en Scandinavie, des inégalités sociales presque aussi criantes qu'en Grande Bretagne et un taux de chômage record, « l'exception française » n'a pas de quoi séduire.

La Grande Bretagne ? Sa situation apparaîtrait moins brillante s'il n'y avait pas le pétrole et le gaz pour boucher une partie des trous de son commerce extérieur. Le pays a incontestablement marqué des points en vingt ans mais beaucoup reste à faire pour préparer l'après pétrole. **L'Allemagne** ? Elle n'a pas fini de payer la note d'une réunification où des sommes inouïes ont été gaspillées. Le moral est au plus bas. La remontée sera longue. Heureusement l'industrie exporte des biens d'équipement. **La Hollande**, « société de confiance » par excellence, est en crise et met son propre modèle en question. Quant à **la Suède** et **le Danemark**, ils sont parvenus, jusqu'ici, à combiner création de richesses et répartition du gâteau mais de sérieuses difficultés semblent déjà pointer à l'horizon. C'est le moment ou jamais de faire équipe, de penser un Projet, c'est-à-dire de rêver une vie en commun.

Europe de l'Est : une chance plutôt qu'un risque

Jack Welch, l'ancien patron de General Electric, a été, pendant vingt ans, l'un des dirigeants d'entreprise les plus performants du monde. Il vient de rentrer d'un voyage en Europe de l'Est et a été frappé par la « volonté d'entreprendre » des jeunes générations. Il y a là, dit-il, une « énergie incroyable ». C'est sûrement vrai et au lieu de craindre l'arrivée de fantasmatiques « plombiers polonais », les Européens de l'Ouest feraient mieux de se réjouir de la réunification de leur famille. Ils feraient mieux de se souvenir que **cette famille est vieille de plusieurs siècles** et que l'Université de Prague est l'une des plus anciennes d'Europe. Soyons, d'ailleurs certains que, dans moins de dix ans, on s'étonnera que les gens d'Europe Centrale et Orientale n'aient pas, d'entrée de jeu, été accueillis à bras ouverts. De plus, si les nouveaux membres de l'U.E attirent des investissements, tant mieux. C'est autant qui n'ira pas en Chine.

La PAC : un roman de Gribouille

Jacques Chirac vous le dirait volontiers : les Anglais sont des traîtres, Tony Blair est un faux cul et la politique agricole commune est le plus beau fleuron de l'Union Européenne. Mais si tout cela était faux ? Si Blair avait plutôt raison que tort ? **Si la PAC n'était qu'une coûteuse absurdité** et si l'Europe, d'urgence, devait changer de cap ?

J'ai retrouvé des articles écrits dans les années 60, 70 et 80. Je les tiens à la disposition de qui voudra et défie quiconque de prouver que le système n'a pas abouti à une gabegie épouvantable. Il était certes important - et c'est encore vital aujourd'hui - de sauvegarder une production agricole et de maintenir en milieu rural un minimum de douze à quinze habitants au km². Mais il y avait à l'époque - et il y a encore aujourd'hui - **des façons plus intelligentes de procéder**. Il est triste qu'une majorité d'agriculteurs ne puissent vivre décemment alors que s'enrichissent les plus gros céréaliers du Hanovre et de la Beauce plus quelques betteraviers bien de chez nous et quelques Lords anglais bien discrets.

M.U

Energie nucléaire : retards

L'économie française se porterait encore plus mal si, faute d'une énergie nucléaire couvrant la consommation d'électricité, elle importait encore plus de pétrole qu'elle n'en importe actuellement. Hélas, **il va falloir vingt ans pour renouveler le parc** et, d'ici là, quelques centrales supplémentaires n'auraient pas été inutiles. Les exportations françaises d'électricité vers les pays voisins commencent déjà à fléchir. Elles fléchiront de plus en plus tant que la relève ne sera pas assurée.

© Club des Vigilants 2005

Avis de tempête

La profusion de statistiques, d'indices et de résultats de toutes natures, disperse notre attention. A chaque moment d'un cycle économique, nous devrions, sans doute, centrer notre vigilance sur quelques éléments clefs qui peuvent, à eux seuls, faire basculer l'ensemble de la situation. En avril, dans notre avant dernier numéro de ***Vigilances***, nous mettions l'accent sur le prix du pétrole en fixant (comme la plupart des institutions concernées) la cote d'alerte à 60 dollars le baril.

Ce seuil étant quasiment atteint, il est maintenant recommandé d'avoir l'œil braqué sur un second paramètre qui nous semble déterminant. **Il s'agit, bien sûr, du prix de l'immobilier aux Etats-Unis**. Jusqu'à présent, il a continué de progresser. Du coup, la plupart des Américains n'ont pas jugé utile d'accroître leur épargne. Par leurs importations massives, ils se sont comportés comme les acheteurs de dernier ressort de tous les biens et services de la terre. Aujourd'hui, l'économie mondiale ressemble presque à une pyramide reposant sur la pointe d'une aiguille. Et l'on peut craindre que cette aiguille soit simplement le prix de l'immobilier aux Etats-Unis.

M.U.

Guerre de l'espace

Les responsables de l'Armée de l'Air américaine pressent le président Bush de signer une directive leur enjoignant de franchir les étapes nécessaires au déploiement dans l'espace de missiles anti-missiles. Si ces étapes sont effectivement franchies, viendra **la tentation de déployer des armes offensives** destinées à détruire des satellites capables d'atteindre des objectifs terrestres. De toute façon, la Russie, la Chine, peut-être même l'Europe, voudront se prémunir contre une telle éventualité. Une nouvelle et dangereuse course aux armements s'en suivra. Un peu comme pour la bombe atomique. Lorsque, le 6 août 1945, la première bombe frappa Hiroshima, personne n'imaginait que, soixante ans plus tard, une dizaine de pays disposeraient de l'arme nucléaire tandis que d'autres chercheraient à l'acquérir. Non seulement le mauvais génie n'est pas rentré dans sa bouteille mais son pouvoir assassin s'est immensément accru. L'humanité court, désormais, le risque de se détruire elle-même. Avec la militarisation de l'espace, le risque peut doubler.

Inégale répartition des risques

50 % des exportations chinoises sont le fait d'entreprises multinationales d'origine étrangère. 40 % des importations américaines sont le fait d'entreprises américaines installées à l'étranger. Cela relativise le problème des balances de payements mais pas celui des délocalisations. Dans les sociétés modernes, le problème majeur est devenu celui de la répartition des risques. Les grandes entreprises peuvent diversifier leurs implantations. Il n'en va pas de même pour un petit sous-traitant. Surtout, les détenteurs de capitaux peuvent diversifier leurs placements tandis que **les salariés ne peuvent pas se " couvrir "** contre le risque de perdre leur emploi. Le " Welfare State " n'étant plus à la hauteur, il faudra trouver de nouvelles modalités de rééquilibrage. C'est le plus grand défi posé au libéralisme.

La pluie : un agent bioterroriste en puissance

Selon des chercheurs britanniques et allemands, des nanobactéries seraient présentes en masse dans les nuages. Des micro-organismes responsables de maladies aussi graves que la production de calculs rénaux, certaines maladies cardiaques ou encore le HIV ont été détectés sur quatre continents. Excrétées à partir de l'urine humaine, **ces nanobactéries seraient ensuite soulevées par le vent et capturées par les nuages en formation**. Leur présence faciliterait, en plus, les chutes de pluie. Les nuages, en se déplaçant, deviendraient ainsi un vecteur de dissémination d'agents infectieux. La pluie, jusqu'ici bienfaitrice, se transformerait en un agent bioterroriste.

La faille de la carte d'identité numérique

Le 14 avril dernier, le gouvernement français annonçait la mise en service dès 2006 de la nouvelle carte d'identité numérique. De la taille d'une carte de crédit, elle contiendra **des informations accessibles ou non** selon différents niveaux d'habilitation : casier judiciaire (empreintes digitales, photo numérique) pour les autorités, code PIN pour les télé-procédures, certificat de signature numérique…

Cependant, à la différence des login/mot de passe et autres codes à 4 chiffres, **les données de nature biométrique** (fond d'œil, empreintes digitales) sont infalsifiables, même par le propriétaire lui-même. Et cette énorme différence avec les autres systèmes d'identification pose le problème du possible vol de la base de données contenant ces informations et de sa vente aux enchères sur Internet, par exemple… D'autant qu'il n'y a rien de plus facile à copier que des données numériques.

Stéphan Le Doaré, consultant NTIC

Révolutions : mode d'emploi

Gandhi, apôtre de la résistance passive, a été le principal artisan de l'indépendance indienne. Si Hitler avait dirigé l'Angleterre, Gandhi n'aurait pas connu un tel destin : il aurait été tué dès ses premières protestations. De fait, les manifestations pacifiques ne peuvent aboutir que lorsque l'on a en face de soi des gens qui répugnent à employer la force ou qui, sur la durée, s'en révèlent incapables. En Géorgie, en Ukraine, dans une certaine mesure au Liban, **des foules pacifiques ont renversé des régimes vermoulus**. En Ouzbékistan, cela n'a pas marché. Le ministre de l'Intérieur, plus coriace que le Président, a eu raison des émeutiers et s'est arrangé pour faire fuir les journalistes internationaux qui auraient pu être témoins de la répression. Cela pourrait être le cas ailleurs.

Ceux qui fournissent aux oppositions le mode d'emploi des révolutions douces devront donc s'atteler à la tâche difficile **d'évaluer les capacités de résistance de régimes dictatoriaux**. Il ne suffit pas que les gens communiquent par Internet pour que les pouvoirs soient désarmés. Mais les équipes qui détiennent le pouvoir ne sont pas toujours sûres d'elles-mêmes. Elles ne sont pas forcément unies. Certains personnages, s'ils sentent une pression populaire, peuvent vouloir changer de camp. Quels sont les seuils ? Selon quels critères faut-il prendre le risque d'encourager des opposants téméraires ? Et, comment être sûr que les opposants d'aujourd'hui ne se révèleront pas, à leur tour, des graines de dictateurs ? Il y a là toute une matière à études, enquêtes et réflexions que les démocrates, de part et d'autre de l'Atlantique, pourraient tenter de mener en commun.

Cherche électeur pour échanger ma voix

L'échange de vote sur Internet est né aux Etats-Unis, en 2000, lors des élections qui opposaient Bush à Al Gore. Mais c'est en Grande Bretagne où le système électoral est à un tour qu'il a montré son efficacité en 2001 et en 2005. Son principe ? Trois candidats, représentant trois partis A, B et C, sont en lice dans une circonscription. Mon parti préféré est le A ; celui que je déteste le plus est le C. Mon parti n'a, cependant, aucune chance de l'emporter. Voter pour son candidat, c'est gaspiller inutilement ma voix et prendre le risque que ce soit le C qui l'emporte. Je vote donc pour le candidat B. Ce qui est une tactique bien connue. Sauf que cette fois, j'ai fait un deal avec un électeur du parti B, en mauvaise posture dans une autre circonscription, qui a promis de voter pour mon parti. Les sites d'échange de vote constitueraient une réponse à la frustration née d'un système électoral où le premier arrivé rafle la mise.

Aux dernières élections, **les votes échangés en Grande Bretagne se sont comptés par milliers** et auraient influencé les résultats dans 4 circonscriptions. N'y a–t-il pas là un risque pour la démocratie ? Jusqu'ici, la chambre des communes est supposée représenter le pays tel qu'il est. La montée en puissance de l'échange de vote pourrait altérer le lien entre la représentation populaire et la réalité sur le terrain.

Où nous mène la Chine.

Par Wolfgang Michalski,
Managing Director W M International
Ancien Directeur de la prospective de l'OCDE

Certains regardent la Chine avec admiration et convoitise. Admiration pour une économie qui affiche des taux de croissance à faire pâlir d'envie et qui est devenue, en moins de trois décennies, **un acteur majeur de l'économie mondiale.** Convoitise pour cet immense marché et les potentialités qu'il recèle. C'est surtout le cas des pays développés. En ce qui concerne **les perspectives de développement du secteur industriel**, boulimique, l'empire du milieu va continuer à leur importer des produits semi-finis, des composants, des biens d'équipement sophistiqués. Les exportations augmenteront et les incitations à l'investissement direct n'en seront que plus fortes.

D'ores et déjà, Siemens y emploie 30 000 personnes et y a produit, en 2004, 14 millions de téléphones mobiles. VW, quant à elle, y vend plus de voitures qu'en Allemagne. L'amélioration des droits de propriété intellectuelle pourrait renforcer le transfert de technologie et de savoir faire.

La Chine restera toutefois un concurrent. Les pays industrialisés qui n'ont pas mené l'adaptation structurelle dans des secteurs jusqu'ici protégés par des mesures protectionnistes en feront, les premiers, les frais. C'est déjà le cas de l'industrie textile en France, en Italie ou au Portugal. **La concurrence sur le marché des matières premières**, en particulier, celui de l'énergie, devrait être très rude. Ce qui se traduirait par une hausse durable des prix.

Les pays en voie de développement (PVD), à l'inverse, craignent le développement accéléré de la Chine. Ils ont peur que des pans entiers de leurs économies ne puissent résister à ce rouleau compresseur. **Les avantages comparatifs de la plupart des PVD sur les produits qui nécessitent une main d'œuvre importante, peu coûteuse, et une technologie sommaire risquent de fondre comme neige au soleil**. C'est précisément dans ces segments que l'empire du milieu est très présent sur le marché international. L'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et la fin de l'accord multifibres renforcent sa position compétitive notamment dans l'habillement, les textiles, les fibres chimiques. Seule échappatoire pour les autres pays : monter en gamme. Certains auraient des difficultés à le faire.

La concurrence ne s'arrêtera pas au marché des biens. Forte de l'attractivité de son vaste marché, **la Chine risque également de siphonner l'essentiel des investissements étrangers directs** (Foreign Direct Investment ou FDI). A condition que l'environnement politique, économique et social reste stable et que **les autorités poursuivent les réformes**. Elles éloigneraient ainsi le spectre d'un scénario de Stop-and-Go ainsi que celui du triomphe de la bureaucratie.

On peut néanmoins déjà voir que la Chine a beaucoup changé. Elle va continuer à changer. Et elle pourrait, à terme, changer le monde.

W. M.

Un acteur majeur de l'économie mondiale

A vrai dire, les progrès de la Chine depuis le début des réformes économiques, en 1978, sont remarquables. Appliquées d'abord au secteur agricole, les réformes ont été étendues, au début des années 80, à l'économie dans son ensemble. C'est ainsi que la croissance économique est passée de 4,5 % par an, dans les années 60-70, à près de 9 %, dans les années 80-90 pour culminer, de 1990 à nos jours, à 9,7 % en moyennes.

© Club des Vigilants 2005

La clef de ce succès ? La disponibilité des ressources comme les capitaux, la main d'œuvre, la technologie et l'énergie ; une combinaison efficace entre les forces du marché et l'intervention de l'état ; un environnement politique et social stable pour l'investissement, y compris l'investissement étranger direct. En 2004, par exemple, la Chine a affiché un taux de croissance à 9,5 %, un niveau d'investissement fixe autour de 45 % du produit intérieur brut (PIB), une forte expansion des exportations et un excédent commercial de 32 milliards de $, après 25 milliards de $ en 2003. Tout cela avec une inflation maîtrisée. En 2005, la consommation est en forte hausse et les investissements se situent toujours à un niveau élevé.

Ces exploits fulgurants ont propulsé l'économie chinoise à la 6ème place en terme de PIB et en font le 2ème destinataire des investissements étrangers directs. La Chine se classe, par ailleurs, au 9ème rang dans le commerce international. A cet égard, l**a Chine s'inscrit comme une des plus grandes réussites de la deuxième moitié du XXème siècle**. Une réussite qui ne se dément toujours pas.

Du géant endormi qu'elle était, la Chine est devenue un moteur de la croissance mondiale. Et à l'image des Etats-Unis, **tout le monde de scruter ses résultats pour y déceler le moindre signe de faiblesse**. Les autorités prévoient, pour 2005, respectivement des taux de croissance et d'inflation de 8 % et 2 %. Cependant les disparités entre les régions sont très importantes. Ainsi, le PIB par habitant est supérieur à 6,000 $ par an à Shanghai, alors qu'il est en dessous de 1,000 $ partout ailleurs et quelquefois inférieur à 500 $. Les gisements de croissance sont immenses, à la mesure de ce vaste territoire.

Le double processus de rattrapage, de la Chine vis-à-vis du monde industrialisé et des régions intérieures vis-à-vis des zones côtières du sud-est, pourrait, si les conditions sont favorables, assurer une croissance durablement élevée. **Le pays doit remplir de nombreuses conditions dont certaines sont endogènes**. On citera notamment l'importance d'un développement macro-économique stable et la poursuite des réformes orientées vers les marchés. Un environnement externe favorable est, bien entendu, également déterminant. En effet, une économie mondiale atone ou la montée du protectionnisme, par exemple, viendront certainement contrarier la croissance du pays.

Les perspectives pour le secteur industriel

Devenue la sixième puissance économique mondiale, **la Chine demeure, malgré tout, un pays en développement**. D'où l'objectif des dirigeants chinois de quadrupler le produit national brut (PNB) d'ici à 2020. La Chine est encore considérée comme l'atelier du monde. Et malgré une croissance moyenne de la production industrielle de 11,6 % par an, ces 20 dernières années, la Chine reste un nain industriel. Mais plus pour longtemps.

C'est dans l'industrie chimique, des machines électriques, des produits alimentaires, du textile, de transformation du fer et acier, des équipements pour les transports que la valeur ajoutée a été la plus forte. Pour assurer une croissance industrielle robuste et durable, la Chine a peu de choix. **L'assainissement du secteur financier est un enjeu majeur**.

La rationalisation du fonctionnement de son appareil industriel et l'amélioration de la gouvernance des entreprises en est un autre. **Elle devrait accélérer le changement structurel dans l'industrie** et diriger les investissements vers des activités à haute valeur ajoutée. L'afflux des FDI pourrait y aider. Les multinationales apportent leur technologie, construisent des usines modernes et commencent même à créer sur place des laboratoires de recherche et développement. Ils lui permettent d'accéder à une technologie et un savoir faire avancés, tout en contribuant à l'augmentation de la productivité, à la diversification industrielle, à l'emploi et à l'expansion de son commerce international.

D'ores et déjà, de nouveaux secteurs comme les télécoms, l'informatique, l'électronique grand public..., sont investis. La Chine produit ainsi 1 sur 2 caméras digitales, 1 sur 3 téléphones portables, 1 sur 4 machines à laver dans le monde. La société «Haier» est devenue le 5ème producteur d'électroménager mondial alors que TCL, dans les téléviseurs, talonne les plus grands.

Mais l'arbre de certains succès industriels ne doit pas cacher la forêt d'un secteur, pour une grande partie encore étatisé, où la productivité est très faible, les effectifs encore pléthoriques, les technologies obsolètes. Les succès de Lenovo (informatique) ou TCL (téléviseurs), deux entreprises d'Etat, restent l'exception dans **un secteur gangrené par la corruption, la gabegie et l'incompétence**. En plus, la fragmentation et la segmentation sont encore extrêmes dans la plupart des secteurs industriels.

La Chine compte dans le secteur du ciment, par exemple, 8 000 sociétés indépendantes. Aux Etats-Unis, elles sont 110 et en Russie ou au Brésil moins de 60. Autre exemple : le secteur de l'automobile où les grandes séries sont très importantes. Ils sont 1 200 - plus que le total des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon réunis. Une plus grande concentration permettrait de profiter à plein des économies d'échelles et d'augmenter la productivité.

La Concurrence sur le marché des matières premières

Les processus de développement économique et surtout d'industrialisation s'accompagnent d'une demande croissante de matières premières. Des tensions apparaissent déjà sur certains produits, tels que le pétrole et le minerai de fer..., et poussent les prix à la hausse. **La concurrence sur le marché des matières premières ne fait que commencer**. Elle ne pourra que s'exacerber au fur et à mesure du développement du pays.

Prenons le secteur agricole. Sa contribution au PIB est passée de 30 % en 1980 à 16 % aujourd'hui. L'emploi agricole, quant à lui, représente 50 % de l'emploi total, en 2005, contre 69 % dans les années 80. D'autant que **la population, elle, croît de 11 millions de personnes par an** qu'il faudrait nourrir. Parallèlement, la hausse des revenus pourrait modifier les habitudes alimentaires des habitants.

On estime, ainsi, que la consommation de grains passerait de 400 millions de tonnes, cette année, à 600 millions de tonnes à l'horizon de 2030. Le déficit, important, de la production nationale se traduirait par des importations croissantes de grains. On parle d'un déficit compris entre 40 et 200 millions de tonnes à l'horizon 2020. Ceci aurait un impact certain sur les prix des grains (blé, riz, maïs).

Le pays manque aussi de minerais. La Chine se classe pourtant parmi les plus grands producteurs mondiaux d'acier, d'aluminium, d'étain et de zinc. Elle consomme 30 % de la production mondiale de minerai de fer tout étant un très grand consommateur de cuivre. Certes, le sous-sol du pays regorge de minerais. Mais ils sont de mauvaise qualité.

La Chine importe d'ores et déjà 8 % du pétrole mondial et mène, par ailleurs, une diplomatie très active pour sécuriser et diversifier ses sources d'approvisionnements d'énergie. Des accords sont passés avec de nombreux pays producteurs dont la Russie, certains pays africains ou encore l'Iran. En effet, c'est **ce secteur qui risque de constituer le principal goulot d'étranglement pour son avenir**. A vrai dire, le sol chinois recèle d'énormes réserves de charbon. Mais les besoins se situent dans le sud-est alors que les réserves se trouvent, à 5 000 km de là, dans le nord-ouest. La Chine, qui consomme un tiers de la production mondiale et est, aujourd'hui, exportatrice, peut rapidement devenir importatrice.

La demande chinoise, notamment en énergie ou en minerais, devrait s'intensifier, avec l'accélération du processus d'industrialisation, d'urbanisation croissante et de développement des infrastructures. Revers de la médaille : **les conséquences en matière d'environnement**, qui est d'ores et déjà très « malmené », pourraient s'avérer dramatiques.

L'importance de la poursuite des réformes

Avec une croissance de 9,7 %, au premier semestre de 2005, et une inflation encore maîtrisée, l'empire du milieu ne montre aucun signal clair de ralentissement. Au contraire, **les signes de surchauffe se multiplient**. Le gouvernement central tente d'assurer les conditions d'un « soft landing », en menant une politique monétaire restrictive et en limitant le surinvestissement dans certains secteurs. En tout état de cause, la Chine devrait éviter deux scénarios :

- Entrer dans un cycle de **Stop and Go** : la surchauffe non maîtrisée de l'économie sera suivie d'un « hard landing ». Le processus de réforme en serait fortement ralenti ou arrêté. Ce qui ferait chuter la croissance à 4-5 %.

- Tomber dans " **le triomphe de la bureaucratie** " : avec 800 millions de fermiers en situation de pauvreté et 150 millions de mingong, migrants venus des campagnes pour s'employer dans les grandes villes, les risques de déstabilisation sociale sont grands. Face à ces problèmes de cohésion sociale et politique, les autorités centrales pourraient être tentées par des solutions bureaucratiques et interventionnistes. Ce qui entraînerait une baisse significative de la croissance.

Conscientes de ces défis, les autorités centrales misent sur le succès du pilotage macro-économique qu'elles mènent. Elles se sont aussi attaquées à **la réforme du secteur bancaire**, qui croule sous les créances douteuses, avec un certain succès. Et celle des entreprises étatisées devrait suivre. Ce qui éloignerait le spectre d'un ralentissement brutal de l'économie.

Il s'agit, pour les autorités chinoises, d'assurer les conditions à même de permettre une croissance élevé et durable. S'ils réussissent leur pari, le rythme de développement restera soutenu et les besoins de l'économie chinoise en matières premières iront croissants.

Il pourrait y avoir **une asymétrie dans le processus de l'ajustement global** au futur développement économique de la Chine, le riche devenant plus riche et le moins riche obligé de supporter une grande partie, si ce n'est la plus grande partie, du fardeau de cet ajustement

Néanmoins, cela ne signifie pas que l'un des deux scénarios – celui du stop-and-go ou celui du triomphe de la bureaucratie - soit **l'option la plus souhaitable pour la Chine** – et pas plus pour la communauté internationale en général, que pour les pays nouvellement industrialisés ou en voie de développement.

Dossier établi avec la collaboration de Meriem Sidhoum Delahaye

La vie du Club

Prochains petits-déjeuners

29 juin 2005 : Jacques Rupnik, directeur de Recherches au CERI et professeur à Sciences-Po, interviendra sur le thème : « Nouvelle Europe : ce que les gens attendent, ce qu'ils espèrent, ce qu'ils craignent. »

22 septembre 2005 : Luc Doublet, PDG de Doublet SAS, interviendra sur le thème : « Comment décliner l'innovation ? »

L'homme en état d'urgence

Xavier Emmanuelli, Editions Hachette Littératures, 179 p., Paris 2005

De tous les hommes que j'ai rencontrés, Xavier Emmanuelli est, sans doute, l'un de ceux qui ressemble le plus à l'idée que je me fais d'un Saint. Laver les pieds des malades n'est pas, pour lui, une métaphore. C'est une vocation. **Sa vie en témoigne**. Médecin des mineurs à Freyming-Merlebach, médecin des prisonniers à Fleury-Mérogis, médecin des pauvres tout au long de sa carrière, il est, en tant que co-fondateur de *Médecins sans Frontière*, l'un des précurseurs de l'aide humanitaire d'urgence. Plus tard, il inventera le concept du SAMU Social. Rétrospectivement, il pourrait être fier de ces accomplissements. Pourtant, **une sorte de désespoir** perce entre les lignes de son autobiographie. Selon lui, la majorité des hommes et, en premier lieu, les exclus sont privés du bien le plus précieux : la dignité. Il va falloir tenter du nouveau, se lancer sur un terrain quasi vierge, à la fois civique et spirituel. Ce livre n'est peut-être pas, dans la forme, le meilleur que Xavier Emmanuelli ait écrit. Mais c'est le plus poignant.

M.U.

La pensée islamique contemporaine – acteurs et enjeux

Alain Roussillon, Editions Téraèdre, 192 p., Paris 2005

Islam, islamistes, musulmans, sharî'a, fatwa ..., sont devenus des termes familiers et menaçants. Ils riment pour beaucoup d'entre nous avec obscurantisme, voire fanatisme. Or, les « nouveaux intellectuels musulmans », dont nous parle Alain Roussillon, directeur de recherche au CNRS et Directeur du CEDEJ (Le Caire), veulent précisément lutter contre **l'immobilisme et à la stérilité civilisationnelle** qui affecteraient, selon eux, le monde musulman. Ils contestent ainsi le monopole interprétatif des oulémas "officiels" « (...) ce corps d'interprètes autorisés qui maintiendrait la masse des croyants sous la férule d'interprétations obscurantistes (...) des textes religieux » mais aussi celui que s'arrogent les « islamistes », rendus responsables de la radicalisation des manifestations du « réveil de l'islam » et de l'exacerbation de ses rapports avec l'Occident.
Qu'ils soient « modernes » ou « post modernes », souligne Alain Roussillon, ils explorent des pistes pour **un renouveau de la pensée musulmane**. Pour mener ce combat, ils exhortent les musulmans à rejeter tout autant la soumission aux fondamentalismes religieux et culturels que l'acceptation sans limite des diktats de la modernité. C'est à cette condition, estiment-ils, que les sociétés musulmanes pourraient renouer avec la modernité. Le pari est cependant loin d'être gagné, reconnaît l'auteur. D'autant que le littéralisme fondamentaliste apparaît comme la tendance dominante tant dans les sociétés musulmanes que dans les milieux de l'émigration.
Ce livre est paru dans la collection « L'islam en débats » de la toute jeune maison d'édition **Téraèdre**.

L'utérus artificiel

Henri Atlan, Editions Le Seuil, 222 p., Paris 2005

Dans un avenir peut-être pas très éloigné, l'ectogenèse ou utérus artificiel (UA) deviendrait, selon Henri Atlan, une réalité. Les impossibilités biologiques tombent, en effet, les unes après les autres. Après la pilule contraceptive, l'insémination artificielle, la fécondation in vitro, la prochaine étape sera l'ectogenèse. Dans un premier temps, assure-t-il, ce sont **les visées thérapeutiques** de cette technique qui seront mises en avant : maintenir en vie les grands prématurés ou sauver les fœtus issus d'avortements spontanés, non désirés, en les transférant dans un UA.
Mais ne soyons pas dupe, affirme l'auteur, professeur émérite de biologie à Paris et à Jérusalem et directeur d'études en philosophie de la biologie à l'EHESS. L'offre crée le besoin et la demande va déborder largement ces indications strictement thérapeutiques, parie-t-il. Les femmes qui ont bénéficié de la séparation entre procréation et sexualité, pourront, avec l'ectogenèse, dissocier **procréation et grossesse**, souligne Henri Atlan. Ce qui aura des **conséquences anthropologiques** majeures. Quelles seront les implications de la fin de l'asymétrie des deux sexes face à la fonction de procréation ? Qu'adviendra-t-il du sentiment maternel ? Qu'en sera-t-il de la personnalité de l'enfant avec la fin de la symbiose mère-fœtus ? Faisant appel à la mythologie grecque, à la bible et à la science fiction, Henri Atlan, répond à ces questions et à bien d'autres, avec une grande érudition, beaucoup d'imagination et une extrême clarté.

M. S. D.

© Club des Vigilants 2005